



Situation alimentaire dans le Sahel:

**Est-ce l'annonce d'une 2^{ème} crise alimentaire consécutive au Niger?
Qu'en est-il dans les autres pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ?**

1. Bref rappel de la situation agricole globale (2006-07) et alimentaire dans le Sahel

L'analyse faite par les sources d'information (Agrhymet, Fews Net, FAO) révèle une installation progressive de la campagne agricole dans le Sahel avec localement des retards de pluies non préoccupants pour le moment. De même, les conditions écologiques générales semblent défavorables au développement du criquet pèlerin.

La situation faite en juin 2006 indique que les marchés céréaliers sont globalement stables avec un niveau de prix nettement inférieur à celui observé l'an dernier à la même période. Ce niveau est proche de la moyenne des cinq dernières années. Ces signaux des marchés céréaliers confirment un caractère non encore préoccupant de la situation pluviométrique et ce malgré les retards et les poches de sécheresse constatés à certains endroits.

De même, les prix observés sur les marchés frontaliers dans les pays côtiers demeurent nettement inférieurs à ceux pratiqués au Sahel. Cette tendance constitue une bonne condition pour la poursuite des importations de céréales en direction du Sahel à partir des pays côtiers comme le Nigeria ou le Bénin.

2. Situation alimentaire du Niger : Est-ce les prémisses d'une crise alimentaire ?

2.1 *Situation alimentaire et nutritionnelle*

La situation alimentaire et nutritionnelle dressée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fews Net, indique que le mois d'avril 2006 a été caractérisé par la persistance de poches d'insécurité alimentaire localisées dans la plupart des régions du pays comme cela l'a été en 2005. Le suivi conjoint des marchés effectué par le PAM, le SIMA (Système d'Information sur le Marché) et le Fews Net, indiquent des prix plus élevés dans les zones vulnérables. En ce qui concerne le bétail, un signe inquiétant est la présence anormale de jeunes femelles

reproductrices sur 23 % des marchés suivis c'est-à-dire à N'Guigmi, Kornaka, Mayahi, Gararé, Kaou, Kirtachi, Tillabéri. Cela indique une dégradation de la sécurité alimentaire des éleveurs de ces zones et une décapitalisation précoce.

La production céréalière totale annoncée par le Niger est de 3.737.000 tonnes, un niveau de production jugé déficitaire.

Sur le plan alimentaire général, on constate un épuisement progressif des stocks familiaux dans certaines communes, notamment Tanout, Olléléwa et Gouré. La dernière situation établie par la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/SAP) lors de sa rencontre du 20-21 juin 2006, indique une augmentation du nombre de zones vulnérables qui s'élève à 134 (contre 105 en novembre 2005). Ces zones sont regroupées dans 2.425 villages et totalisent 2.545.145 habitants. La situation alimentaire est particulièrement préoccupante dans les départements de Gouré, Tanout, Boboye, Bouza et Mayahi.

La dégradation des conditions de vie des ménages dans ces zones vulnérables est confirmée par les résultats de l'enquête conjointe SAP, PAM, Fews Net, FAO et INS. Ces résultats indiquent que 15 % des ménages sont en insécurité alimentaire sévère et 15 % en insécurité alimentaire modérée. **En extrapolant sur la population totale, cela représente 1.779.456 personnes en insécurité alimentaire sévère et 2.091.649 personnes en insécurité alimentaire modérée, soit un total de 3.871.104 personnes.** Les résultats révèlent que les ménages en insécurité alimentaire sont pour la plupart ceux dirigés par des femmes, des veufs ou des veuves.

Sur le plan nutritionnel, la hausse des admissions dans les centres de récupération nutritionnelle, observée par la majeure partie des ONG au cours du mois de mars 2006, s'est poursuivie en avril et devrait continuer durant la période de soudure. Une augmentation hebdomadaire moyenne de 4 % est indiquée dans la situation faite en juin 2006, mais cette hausse traduit une situation normale, conforme aux évolutions saisonnières et cycliques.

Mais la situation ne semble pas alarmante pour l'instant. La dernière situation faite dans le bulletin n°113 du CC/SAP est la suivante :

- (i) Aucune zone n'est en situation alimentaire extrêmement critique.
- (ii) 5 zones (Dankassari/Doutchi, Nord Aguié, Harikanassou/Boboye, Tombo-Koirey/Dosso et Moa/Mirriah) sont en situation alimentaire critique.
- (iii) Une zone, celle de Téra-Diagourou (Téra) est en situation alimentaire très difficile.
- (iv) 7 zones (Est Daouché/Matameye, Dogonkiryà/Doutchi, Matankari/Doutchi, Nord-Est Gangara/Tanout, Garhanga/Keïta, Bosso/Diffa, Nord Ourafane/Tessaoua) sont en situation alimentaire difficile et
- (v) Enfin, 25 zones sont en situation de précarité avec des signes d'alerte.

2.2 *Éléments appelant à une vigilance*

La période de soudure qui s'annonce peut s'avérer difficile au regard d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels on peut citer :

- a. Les séquelles de la précédente crise alimentaire de 2005, qui a beaucoup fragilisé financièrement les ménages – Une reconstitution des stocks alimentaire rendue difficile malgré la relative bonne campagne pluvieuse de 2005.
- b. La pauvreté structurelle persistante en milieu rural et particulièrement dans les zones vulnérables – Cela constitue un fait majeur et une donnée incontournable des crises alimentaires à répétition au Niger et dans la plupart des pays sahéliens.
- c. Les faibles opportunités offertes pour la génération de revenus avec les productions agricoles de contre-saison – Cette situation est due aux conditions climatiques et hydrologiques de plus en plus défavorables, aggravant ainsi l'accessibilité des ménages aux produits alimentaires.
- d. La persistance de l'épidémie de méningite essentiellement prévalente dans les régions de Maradi, Dosso, Tillabéri et la communauté urbaine de Niamey.

D'autres facteurs pourraient être source d'inquiétude pour la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment de :

- a. L'épidémie de grippe aviaire à Magaria et dont les impacts sur la sécurité alimentaire n'ont pas encore été évalués. La dernière situation faite indique l'apparition d'un nouveau foyer dans le département de Madarounfa.

- b. L'apparition de quelques adultes isolés de criquets pèlerins dans l'Air et le Tamesna et le nord de la région de Tahoua. Selon les systèmes d'information, une reproduction à faible échelle du criquet pèlerin est attendue dans les zones de pluie récente. Si les prévisions saisonnières se confirment, les effectifs de sautériaux pourraient augmenter et constituer une menace pour les semis dans la zone agricole.

2.3 *Implications majeures*

En raison de cette situation peu favorable en début de période de soudure, des actions d'atténuation de la crise ont déjà été lancées :

- a. Élaboration par le gouvernement d'un plan d'action de soutien aux populations vulnérables d'un montant de 50,6 milliards de F CFA y compris les interventions des partenaires.
- b. Autorisation par le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) pour l'utilisation d'environ 4 millions de dollars pour l'achat de céréales en vue de la reconstitution du stock national de sécurité.
- c. Programmation par le DNP-GCA de 6.000 tonnes pour les actions de « food for work » dans les zones vulnérables des régions de Tillabéri, de Dosso et de Tahoua.
- d. Allocation par la cellule de coordination des crises alimentaires (CCA) d'une somme de 327.978.500 F CFA sur le fonds commun des donateurs (FCD) au ministère de la santé pour les activités nutritionnelles.
- e. Opérations en cours par la FAO et la Banque Islamique de Développement (BID) pour la distribution de 1.853 tonnes de semences à environ 2 millions de bénéficiaires.
- f. Au total quelque 17.446 tonnes de vivres ont été distribuées par le PAM depuis janvier 2006 au profit de 1,3 million de bénéficiaires.
- g. Revue à la hausse du budget du programme pays du PAM pour le Niger de 4,2 % pour intégrer la requête du gouvernement au niveau des cantines scolaires.

3. Principales questions posées à l'heure actuelle

3.1 *Cas du Niger*

Des efforts sont faits mais quelques inquiétudes subsistent :

- a. La capacité actuelle à contenir une éventuelle aggravation de la crise pendant la période de la soudure – Le plan d'action de soutien aux populations vulnérables élaboré par le gouvernement connaît un **déficit de**

financement de l'ordre de 37 %, soit 34,9 millions de dollars : *Comment gérer une telle situation et quelles sont les conséquences possibles sur la sécurité alimentaire des ménages ?* Le niveau actuel du stock national de sécurité (SNS) au 22 juin est de 20.704 tonnes. A la même date, les bilans financiers et les plans de trésorerie du fonds de sécurité alimentaire (FSA) et du FCD révèlent un manque important de disponibilité financière : de l'ordre de 41 % et 35 % respectivement.

- b. En fonction de l'évolution de la situation pluviométrique, il est aussi à craindre des problèmes éventuels d'approvisionnement avec les pays côtiers.
- c. Même si les marchés céréaliers demeurent stables, l'extrême pauvreté des populations des zones fragiles pourrait être un facteur déterminant de la crise alimentaire.

3.2 Cas des autres pays du Sahel (Guinée Bissau, Tchad, Mauritanie et parties Nord et Sahel du Burkina Faso)

Au niveau de la situation alimentaire, les sources d'informations indiquent que quelques signes d'inquiétude existent également pour la Guinée Bissau, le Tchad et la Mauritanie.

En **Guinée Bissau**, la production de la campagne écoulée a été estimée à 212.000 tonnes, une situation déficitaire avec environ 215.000 personnes touchées regroupées dans 43.076 familles au niveau des zones de Quinara, Bolama et Cacheu. Cette situation d'insécurité alimentaire est aggravée par les conflits en cours et l'ONU a déjà lancé un appel d'urgence le 16 mai 2006 pour un montant de 3,64 millions de dollars afin d'assister quelque 20.000 personnes en Guinée-Bissau, victimes de plus de deux mois de confrontations armées. De même, le gouvernement de la Guinée-Bissau a demandé à la communauté internationale un appui financier pour concrétiser un plan évalué à 2,35 millions de dollars américains pour lutter contre la faim qui affecte 250.000 personnes dans le sud du pays. Il s'agit notamment de personnes affectées par les inondations d'eau salée qui ont détruit les terres arables.

En **Mauritanie**, la période de soudure s'est installée précocement (2 à 3 mois avant la période habituelle). Dans ce pays, l'équation majeure semble résider dans la gestion difficile d'un cumul de déficits de production de 3 à 4 années consécutives dans un contexte de dégradation continue des termes d'échange et du pouvoir d'achat. Dans la plupart des cas, les marchés sont bien approvisionnés mais la hausse constante des prix réduit les capacités des ménages pauvres à y accéder. Dans les zones enclavées de l'Adrar et de l'Inchiri la disponibilité céréalière pourrait être un des aspects d'insécurité alimentaire. En ce qui concerne les

déprédateurs, les systèmes d'informations (bulletin mensuel Agrhyet, juin 2006) indiquent la présence probable d'adultes matures dans le sud-est du pays où ils pourraient effectuer une petite reproduction avec l'installation des pluies.

D'une manière générale, même si la situation alimentaire demeure difficile, on n'en est pas encore à une situation de crise en Mauritanie.

Au **Burkina Faso**, d'une manière générale, l'installation de l'hivernage est en retard par rapport à l'année dernière et par rapport à une situation normale (habituellement les premiers sarclages s'effectuent à la mi-juillet, ce qui n'est pas le cas cette année). Des inquiétudes subsistent dans le Nord et le Sahel du pays, quant à la régularité des pluies.

Pour le **Tchad**, la situation alimentaire des personnes déplacées et des populations des zones à risque sévère commence à se dégrader avec l'arrivée de la période de soudure. On est donc dans une situation d'urgence dans cet environnement marqué par les effets du conflit du Darfour et de la rébellion interne au Tchad.

4. Quelle réponse ?

- a. Même si la situation n'est pas alarmante (le bulletin n°113 du CC/SAP confirme la poursuite de la stabilisation des marchés), la situation alimentaire au Niger mérite un suivi et une attention particulière afin d'éviter celle vécue en 2005. La possibilité d'une réunion d'urgence du RPCA n'est pas à exclure afin d'apprécier le plus tôt possible la situation et lancer éventuellement à temps l'avis d'urgence **si la situation évoluait dans cette direction**. Cela permettra de mobiliser à temps les ressources complémentaires pour la mise en œuvre du plan d'atténuation élaboré par le gouvernement nigérien.
- b. Appuyer la concrétisation des appels d'urgence en Guinée Bissau. La situation du 18 juillet 2006 indique que **moins de 10 % des fonds requis ont été reçus**.
- c. Surveillance accrue de l'évolution des foyers d'acridiens au Niger et en Mauritanie. D'ailleurs « l'Observatoire Acridien » de la FAO confirme une reproduction localisée et des opérations de lutte en Algérie et en Mauritanie, tout en recommandant la vigilance accrue au Sahel où une reproduction à petite échelle est prévue en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Soudan. Au Niger, le bulletin mensuel n°113 du 10 juillet 2006 du CC/SAP note l'apparition de conditions favorables au développement du criquet pèlerin dans le sud-Est Tamesna et la partie ouest du Tadress.
- d. Anticiper la réflexion sur la situation de la campagne 2006-2007 dans l'ensemble du

Sahel pour laquelle les prévisions indiquent une saison juillet-août-septembre moins

pluvieuse que celle de 2005.

►► Sources d'information

Cette note d'analyse a été faite sur la base d'informations fournies par différentes institutions spécialisées. Pour plus de détails, nous vous invitons à bien vouloir consulter les documents et visiter les sites suivants :

CILSS-Actualité, 2006. La saison juillet-août-septembre prévue relativement moins pluvieuse que 2005 (www.cilss.bf/actu/actu.php?id_article=45)

Fews Net/PAM, 2006. Niger : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, juin 2006, 6 p.

Fews Net, 2006. Mauritanie : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, juin 2006, 2 p.

Fews Net/PAM, 2006. Niger : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, avril 2006, 7 p.

Fews Net, 2006. Mauritanie : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, mai 2006, 3 p.

Fews Net, 2006. Tchad : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, mai 2006, 5 p.

Fews Net, 2006. Mali : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, mai 2006, 3 p.

Fews Net, 2006. Sénégal : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, mai 2006, 4 p.

Fews Net, 2006. Burkina Faso : Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire, mai 2006, 2 p.

CRA/CILSS, 2006. Mensuel Agrhymet, juin 2006, n° M04/06, 20 p.

Fews Net/CILSS, 2006. Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, juin 2006, 5 p.

FAO, 2006. Criquet pèlerin : Une reproduction localisée et des opérations de lutte en Algérie et en Lybie : <http://www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html>

WFP, 2006. Summary chart detailing confirmed contributions to Emergency Operations (EMOPs), 18 July 2006, 1 p.

CSAO : www.oecd.org/sah

CILSS : www.cilss.bf et www.agrhymet.ne

Fews Net : www.fews.net

FAO : www.fao.org

PAM : www.wfp.org

►► Vers une meilleure compréhension des échanges transfrontaliers et de leur impact sur la sécurité alimentaire

Du 11 au 19 mai 2006, une mission conjointe d'évaluation des filières et des marchés de céréales et de bétail a séjourné au Niger et au Nigeria, dans la zone de Maradi, Katsina et Kano. La mission était composée de représentants du CILSS, de FEWS Net, du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, du RESIMAO, de l'UNICEF, de l'OCHA et du PAM.

Une bonne partie des conclusions dégagées à travers les systèmes d'information, comme par exemple, la stabilisation des prix du marché céréalier, confirme les résultats issus de cette mission conjointe. Les aspects conjoncturels des conclusions de cette mission ont déjà été publiés par le CILSS. L'intégralité des conclusions de cette analyse conjointe sera disponible début septembre 2006 et accessible sur les sites web des institutions ayant pris part à la mission.